**Revue à mi parcours de ALP
Adaptation Learning Programme**

**Rapport Pays : NIGER**



**Marie Monimart, Marthe Diarra**

**pour Nottawasaga Institute**

**Octobre 2012**

**Sommaire**

1. **Introduction 3**
2. **Méthodologie et activités de la MTR 4**
3. **Principaux constats et Analyse 6**
	1. **Résultat 1 7**
	2. **Résultat 2 11**
	3. **Résultat 3 12**
	4. **Résultat 4 14**
	5. **Résultat 5 15**
	6. **But du programme 15**
	7. **Synthèse des changements observés 16**
4. **Recommandations 18**

**Annexes**

**A1 : Calendrier et personnes rencontrées**

**A2 : Résumé exécutif (en Anglais)**

**A3 : Bibliographie**

1. **Introduction**

Le **programme ALP** (Adaptation Learning programme) intervient dans quatre pays de la région Afrique : Ghana, Niger, Kenya et Mozambique, pour une durée de 5 ans (2010 – 2014). Il est mis en œuvre dans les quatre pays à travers CARE International. L’unité de pilotage du programme (PCT) est basée à Nairobi.

**But** : Renforcer la capacité des ménages vulnérables en Afrique sub-saharienne à s’adapter à la variabilité et au changement climatiques

**Objectif général** : Les approches d’Adaptation à Base Communautaire (ABC) destinées aux communautés vulnérables sont incorporées dans les politiques et programmes de développement au Ghana, Kenya, Niger et Mozambique et des plans existent pour les répliquer dans toute l’Afrique.

**Cinq résultats** sont attendus :

**R1**: Des approches innovatrices en matière d’adaptation à base communautaire (ABC) sont développées et mises en œuvre par les communautés et les partenaires locaux.

**R2**: Les communautés et organisations locales de la société civile sont appuyées pour faire entendre leurs préoccupations en matière de CC et pour influencer les allocations futures de ressources pour l’adaptation

**R3** : Les modèles de ABC sont évalués et affinés pour faire des recommandations visant à améliorer les politiques et les pratiques du gouvernement et des autres organisations de développement

**R4** : Les approches ABC sont promues pour influencer les politiques et programmes des gouvernements et des organisations régionales et internationales

**R5** : Les approches ABC sont promues pour influencer les politiques et programmes des gouvernements et des organisations régionales et internationales

**Objectifs de la revue à mi parcours** (MTR) :

Analyser les stratégies, les réalisations, et la pertinence de ALP, afin d’informer la planification et la prise de décision pour l’avenir de ALP et au-delà. En particulier, la MTR analysera le *modus operandi* de ALP et son degré de réalisation de l’apprentissage au niveau de ses partenaires, et fera des recommandations dans les domaines suivants:

* Différence faite par ALP dans la capacité des communes et communautés à planifier et à s’adapter au Changement Climatique
* Engagement et influence de ALP dans les processus politiques
* Contribution de ALP au discours sur l’ABC aux niveaux national, africain et mondial.

**2 Méthodologie et activités conduites**

 **2.1 Orientation méthodologique**

En tant que revue à mi-parcours, l’orientation méthodologique majeure a été celle du respect du processus d’apprentissage, pour le Niger comme pour les autres pays. Les deux consultantes responsables de la revue Niger (M. Diarra et M. Monimart) cumulent une longue expérience de travail dans la zone de Dakoro, qui a pu être mise à profit pour mesurer la différence faite par ALP. La collaboration avec l’équipe de ALP Niger et ses partenaires a été étroite tout au long de la revue, selon une approche délibérément participative et transparente. Il est à noter que la coordinatrice du programme ALP, Fiona Percy, s’est jointe à l’équipe de MTR du 11 au 17 septembre.

Les guides d’enquêtes ont été partagés, l’équipe de ALP et ses partenaires ont participé aux interviews au niveau des communes et des communautés, et pas seulement à titre d’observateurs : ils ont été amenés à intervenir, à travers des questions et des compléments d’information. Seules quelques interviews ont été conduites en face à face avec les consultantes, notamment celles avec les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, et avec le chef de projet. Les deux débriefings – l’un à Dakoro, avec les partenaires locaux, et l’autre à Niamey avec le SMT de CARE, ont été l’objet d’échanges. De l’avis des concernés, cette méthodologie a permis à la MTR de s’inscrire dans le processus d’apprentissage de ALP.

Les critères de sélection des communautés à visiter ont été partagés entre l’équipe de ALP et les consultantes lors d’échanges antérieurs à la mission. Cinq communautés ont été finalement retenues (sur les 20) à partir des critères suivants :

* Représentation communale : une communauté par commune, avec revue de la dynamique communale (maire, chef de canton, OSV..)
* Diversité ethnique et de système de vie : pasteurs, agro-pasteurs touaregs et peulhs (Azagor, Kouggou) ; système agricole dominant, agriculteurs haoussa (Konkorma, Garin Mahamane)
* Diversité géographique et d’écosystème, expérience précédente ou non avec d’autres projets (CARE et non CARE), types d’activités menées avec ALP ; dynamiques de genre…

Le protocole des visites de terrain s’est déroulé comme suit : entretien an niveau communal avec le Maire et quelques conseillers ; entretien avec le chef de canton ; au niveau communautaire : réunion d’introduction de la mission ; puis, entretiens séparés avec les hommes et avec les femmes ; visite de réalisations : pluviomètre, champs, plantations (moringa…). En fin de journée, une conciliation des entretiens était effectuée entre les consultantes et les équipes et partenaires de ALP, permettant de compléter et valider les principaux constats. L’équipe de ALP, masculine, a dit avoir beaucoup appris des réunions conduites avec les femmes et des analyses tirées par les consultantes. Des sujets sensibles, comme l’espacement des naissances, la négligence de certains chefs de famille, la vulnérabilité des mères de famille ou la difficile gestion de la pénurie alimentaire ont été soulevés par les femmes et ont enrichi les recommandations.

 **2.2 Activités conduites**

La revue ALP Niger s’est déroulée du 3 au 17 septembre 2012, et s’est structurée de cette manière :

* trois jours au niveau national à Niamey, où les interviews ont concerné des acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans la problématique du changement climatique au Niger : CNEDD, responsables du PCPR, société civile impliquée dans le CNCOD, CNSEE, AGRHYMET…
* neuf jours au niveau de la zone d’intervention de ALP, à Dakoro : entretiens avec les quatre partenaires de mise en œuvre, avec les autorités locales, maires et chefs de canton, et visites dans cinq communautés – soit 25% des 20 communautés appuyées par ALP. De par leur diversité, ces visites ont permis à l’équipe d’apprécier l’action de ALP face à des challenges différents en matière de ABC, (notamment les communautés vivant dans la vallée de la Tarka, et celles vivant à ses marges sud). C’est sur la base de ces entretiens que les principales recommandations pour le second terme ont été formulées.
* Un premier débriefing s’est tenu à Dakoro le 14 septembre, réunissant une trentaine de personnes – autorités locales, maires, partenaires, équipe de ALP, autres projets de CARE à Maradi (dont IFETE, qui conduit des actions innovantes ciblées sur l’accès des femmes à la terre et aux nouvelles technologies de la communication) ; les recommandations pour le second terme de ALP ont été librement discutées, amendées et validées ;
* c’est sur la base de cette validation locale que le second débriefing a été présenté au SMT de CARE I à Niamey le 17 septembre , où quelques questions concernant les relations ALP Niger, PCT de ALP à Nairobi et CARE I à Niamey ont été ajoutées. Là aussi, le consensus a prévalu.

Le détail des activités figure en annexe dans le calendrier de mission ainsi que la liste des personnes rencontrées. Il est à noter que les deux présentations des débriefings ont été laissées à disposition de ALP et CARE Niger.

Documentation / données secondaires (cf. biblio graphie en annexe)

Les données et informations utilisées dans ce rapport proviennent de quatre sources principales :

* Documentation de ALP : rapports, études, photo, stories…
* Politiques nationales Niger (avec l’appui de ALP et CARE I Niger)
* Documentation générale sur ABC et CVCA : via Nottawasaga Institute/ALP MTR team : voir rapport général MTR ALP
* Notes de terrain : entretiens, visites… MTR ALP Niger

Le climat serein de transparence et d’apprentissage qui a prévalu lors de cette revue a été un atout majeur. CARE International au Niger et l’équipe de ALP ont tout mis en œuvre pour faciliter la tâche des consultantes, notamment la logistique et la documentation. La disponibilité totale des personnes est une marque de leur engagement et de leur soutien au programme. Ceci est d’autant plus à souligner que l’insécurité qui prévaut actuellement dans toute la zone sahélienne affecte aussi Dakoro, et que de grands efforts ont été déployés pour limiter les risques tout en rendant possible l’indispensable travail de terrain. Les consultantes adressent à tous et toutes leurs chaleureux remerciements.

1. **Principaux constats**

Conformément à la méthodologie retenue par NI pour la revue des quatre pays d’intervention de ALP, les principaux constats sont présentés au regard du cadre logique de ALP, en remontant des 5 résultats aux objectifs du projet.

Les indicateurs se réfèrent à des quantités (nombre) que la MTR n’avait pour mandat de vérifier ; la MTR s’est appuyée notamment sur les résultats très détaillés de la revue SSI en date d’aout 2012, et, qualitativement, sur les constats des visites de terrain.

**Les activités entreprises**

ALP Niger a démarré en effectivement en avril 2010. L’année 2010 a été essentiellement consacrée à l’analyse de la situation des communautés au regard de la vulnérabilité au changement climatique, et à l’identification de stratégies de résilience à supporter. La démarche CVCA a été adaptée, ce qui a permis notamment une identification et une planification plus rapides que dans les autres pays d’intervention de ALP des stratégies porteuses et des actions à « bénéfice rapide » à mettre en œuvre, et ce sous la pression du contexte.

Il est à souligner que le Niger, et en particulier la zone vulnérable que représente le département de Dakoro, a été très affecté par des cycles de sécheresses et de crises alimentaires sévères, depuis 73/74. La plupart des familles vulnérables rurales ne se sont jamais complètement remises de la grande sécheresse de 1984/85. Le cycle semble s’être accéléré ces dernières années avec les sécheresses et crises alimentaires de 2005, 2009 et 2011. ALP Niger, surnommé à un moment le « projet Hira » (le projet qui cause) a du répondre concrètement et vite à des besoins immédiats de soudure, pour ne pas dire de faim. Ces activités pertinentes (cf. R1 ci-dessous), à retour tangible rapide « *quick win* », ont assuré la crédibilité du projet et justifié la longue période de causeries et de formations préalables à l’identification des stratégies ABC, qui se sont retrouvées fortement appropriées.

Les femmes souffrent beaucoup ici : tu as beaucoup d’enfants et tu dois les nourrir ; alors tu caches la part de ton mari, pour qu’ils n’y touchent pas ; et puis toi, tu ne peux pas manger si tu vois que tes enfants ont faim ; les hommes ne voient pas leurs enfants pleurer ; et les enfants sont tellement nombreux  qu’on finit par en oublier un ! et quand il arrive, tu lui donnes le peu qui te reste : regarde les femmes ici : elles ne mangent pas à leur faim.

 *Réunion des* *Femmes, Garin Mahamane, 8 septembre 2012 . ALP MTR*

femme

Sept stratégies ont été validées dès mars 2011 et incorporées dans des Plans d’action pour adaptation communautaire (PACA). Une analyse de faisabilité et une analyse genre de ces stratégies ont été effectuées en préalable à cette validation. Les PAAC existent en deux versions – l’une, classique, en français ; l’autre sous forme de matrice illustrée de symboles élaborés par les communautés, gardée sur papier flip chart dans les communautés, lisibles et interprétables par tous les membres, même analphabètes. Ce processus de validation et d’appropriation est une bonne pratique, qui a été retenue au niveau du programme comme étude de cas.

* 1. **Résultat 1 : Des approches innovatrices en matière d’adaptation à base communautaire (ABC) sont développées et mises en œuvre par les communautés et les partenaires locaux**

Trois objets d’indicateurs ont été retenus pour mesurer l’atteinte de ce résultat :

* Appui en diversification des stratégies de vie
* Appui à la réduction des risques
* Appui aux Institutions locales cibles (OSC et communes) en analyse des risques climatiques et planification des actions d’adaptation

**Diversification des stratégies de vie**

Les bénéficiaires (Hommes ,Femmes, Vulnérables ) d’appui en diversification de leurs stratégies de vie sont comptabilisés à plus de 2000 (dont 63% de femmes) par l’étude SSI. Pour ce faire, ALP a mis en œuvre un bouquet d’activités en cours de test qui répondent à cet indicateur et correspondent à 5 des 7 stratégies retenues. Les personnes concernées – femmes et hommes, tous vulnérables, ont déclaré que ces activités ont significativement contribué au renforcement de la résilience au sein de leurs ménages et en particulier :

* Les variétés hâtives de mil & niébé adaptées à la modification du régime des pluies et qui raccourcissent la période cruciale de la soudure, source d’endettement inexorable (remboursement à 100% des quantités de grains prêtés, et ce à la période de récolte où les cours du marché sont au plus bas)
* Système d’approvisionnement durable de semences améliorées en cours de test : réseau de producteurs de semences et de commercialisation, avec rachat de semences à l’INRAN ;
* Adaptation des pratiques culturales avec intensification: les nouvelles variétés sont semées plus serré, économisant un espace cultural de plus en plus convoité dans la zone: **c’est une  bonne pratique**
* Synergie avec les relevés pluviométriques évitant les re-semis :  il s’agit là aussi d’une bonne pratique qui allie deux innovations soutenues par ALP : les données météorologiques locales – en l’occurrence les relevés pluviométriques effectués au niveau communautaire à partir des pluviomètres mis en place par ALP, et les semences hâtives, qui exigent un taux minimum d’humidification du sol pour lever. Hommes et femmes interrogent le releveur de pluviomètre (en usant parfois de leur téléphone cellulaire) pour savoir s’ils peuvent ou non semer : *« Moi, s’il n’est pas tombé 18mm de pluie, je ne sème pas mes nouvelles graines ! j’attends !»* affirme sans détour une villageoise.
* Diversification des sources de revenus : les AGR des femmes autour de la caisse d’épargne-crédit - qu’elles soient collectives ou individuelles –s’adaptent et se diversifient, comme le commerce d’essence au détail (marché à destination des jeunes motocyclistes), ou les cartes pour les téléphones cellulaires, très rentables.
* Appui à la redistribution sociale du cheptel (petit bétail) dans une version adaptée du système traditionnel de *« Habbanae* »,qui favorise une complémentarité agriculture-élevage pour les femmes vulnérables, et la pratique de l’embouche, AGR.

**Limites / points à suivre**

* Coûts et durée de vie de la qualité des semences introduites : ces nouvelles variétés sont évidemment plus chères que les semences traditionnelles et leur qualité a une durée de vie limitée à environ trois ans. La durabilité d’un système de renouvellement autonome du stock de semences est un point majeur pour assurer la résilience.
* Le ciblage des femmes très vulnérables est à accompagner par rapport au coût d’entretien des animaux (système de mutualisation pour les intrants vétérinaires qui se met en place), et par rapport aux besoins immédiats en céréales (qui pourraient les amener à vendre un animal pour se procurer le grain indispensable).

**Questions de genre : résilience et engagement dans ABC**

C’est dans le cadre du résultat 1 que les impacts de ALP sur les dynamiques de genre en matière de ABC sont les plus lisibles et les plus prometteurs. Dans la ligne des projets CARE précédents, et en conformité avec l’approche ABC, femmes et hommes ont été étroitement associés à toutes les phases d’analyse, de diagnostic, d’identification et de validation des stratégies. L’indicateurs désagrégé par sexe permet de montrer que les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les activités « quick win ». Leur participation à toutes les étapes de CVCA, aux formations, aux sorties, a créé une dynamique de représentativité des femmes au niveau communautaire et d’empowerment qu’elles saluent, et que les hommes saluent parfois aussi : face au changement climatique, les communautés savent qu’elles ont besoin de toutes leurs forces.

Les changements sont particulièrement spectaculaires au niveau d’une communauté comme Azagor, où les femmes Touareg, habituellement peu impliquées dans les activités agricoles ou de plantation, se sont montrées exemplaires dans leur engagement collectif pour les stratégies retenues par la communauté et soutenues par ALP : plantations de moringa défendues pied à pied contre les ravageurs, périmètre de maraîchage irrigué à la main, AGR… Le chef de groupement a tenu à témoigner qu’elles ont forcé l’admiration des hommes et que les dynamiques de genre ont significativement évolué : la crise de 2011, après celles de 2005 et de 2009, a été terrible. Les femmes d’Azagor l’ont surnommée « *je veux voir tes limites* ! » car lorsqu’elle a frappé, elles n’avaient plus rien. Et elles disent qu’elles ont résisté, mais que après la crise, *« elles n’ont plus que leur vie* ». Il s’agit bien, en termes de résilience, d’une question de survie.

Bien qu’analphabètes à plus de 95% dans les communautés, les femmes ont fort bien saisi la dimension du changement climatique dans leurs systèmes de vie et leurs comportements, la question fondamentale du long terme et de l’irréversibilité du phénomène. L’encadré ci-contre nous donne une définition de la résilience extraordinairement pertinente – dans un village où les hommes nous avaient déconseillé de tenir une réunion avec les femmes : « *Pourquoi une réunion avec les femmes ? elles ne savent rien, nous pouvons tout vous dire*… » Les relations de genre diffèrent lourdement d’une communauté à l’autre..

**Résilience et ABC**

Notre situation aujourd’hui c’est comme si nous sommes en haut d’une montagne que nous descendrons sans aucun doute. Cela arrive avec une fréquence de plus en plus grande aujourd’hui. Ce que nous demandons, ce n’est pas de rester en haut de la montagne, impossible !!! Mais c’est de ne pas nous laisser descendre trop bas, sinon nous n’aurons plus la force de remonter la pente.
Si vous pouvez construire des petits ponts entre les montagnes, cela nous permettra de remonter les pentes plus facilement.

*Femme, Garin Mahamane, Septembre 2012*

**Limites** :

Il est regrettable que les moniteurs communautaires soient tous des hommes, et ce d’autant plus que les animateurs de terrain partenaires sont aussi des hommes (trois sur quatre) et que l’équipe de ALP soit entièrement masculine. La question de la restitution aux communautés a joué en défaveur des femmes, analphabètes. Il ne sera ni difficile, ni coûteux pour ALP de former des animatrices communautaires pour le second terme.

Les femmes restent encore minoritaires dans les SCAP/RU et les OSV, et, au-delà de ALP, dans les gouvernements locaux et les OSC : il s’agit là de chantiers à long terme, à échelle de génération : les bouleversements du changemetn climatique peuvent aider à agir sur les dynamiques de genre, compte tenu du rôle des femmes dans l’adaptation à base communautaire.

La MTR, lors des entretiens avec les femmes, a permis de soulever –à l’initiative des femmes des communautés- des questions sensibles et essentielles pour adresser les causes de la vulnérabilité différentielle comme l’espacement des naissances, l’insécurité alimentaire au sein des familles, le contrôle des moyens de production. ALP aura besoin d’appuis externes pour répondre à ces questions.

**Réduction des risques**

* ALP a appuyé la mise en place d’un système communautaire d’alerte précoce et de réponses aux urgences (SCAP/RU). Ce système a été développé à l’initiative de CARE dans plusieurs régions du Niger depuis plusieurs années, notamment dans la zone de Dakoro à travers les projets APCAN et PARDESA. ALP a intelligemment repris cette démarche et les SCAP/RU constituent aujourd’hui une bonne pratique ABC, renforcée par l’innovation des pluviomètres (car le releveur de pluviomètre est membre du SCAP/RU). La MTR a retenu les SCAP/RU comme objet d’étude de cas au niveau du programme.
* Des actions de protection de l’environnement ont été conduites dans le cadre de la réduction des risques : bandes pare-feux, régénération naturelle assistée et protection des arbres notamment dans la Tarka, plantations… ces actions ont amené à une prise de conscience des comportements à risque (feux, déforestation) et à une responsabilisation par rapport à l’environnement, espaces privés ou collectifs (notamment à vocation pastorale), qui est une illustration des impacts positifs des formations concernant le changement climatique fournies par ALP.

**Limites**

Pour les SCAP/RU :

* La question du bénévolat (coûts d’opportunité) face aux astreintes des membres (déplacements, réunions) et à certains coûts (téléphone…) pourrait à terme les démobiliser.
* L’absence de réponses de l’état aux problèmes signalés : pénurie alimentaire, invasions acridiennes, ravageurs, comme l’invasion de chenilles à l’hivernage 2012… qui décourage les initiatives…
* Circulation de l’information à sens unique : pas de retour de l’Etat au niveau communautaire des informations nationales nécessaires ;
* Météorologie : pas d’accès des communautés aux prévisions saisonnières ou annuelles, et dans un langage accessible

**Résultats inattendus :**

* La diversification des AGR collectives des femmes, leur rapide adaptation aux nouvelles demandes locales (essence, cartes de téléphone)
* Reconnaissance des SCAP/RU par le mécanisme national de prévention des crises
* Interaction pluviomètre-SCAP/RU, avec intégration des données pluviométriques dans la décision au niveau local
* Plan d’urgence communal (PUC) lui aussi intégré dans le dispositif national
	1. **Résultat 2 : Les communautés et organisations locales de la société civile sont appuyées pour faire entendre leurs préoccupations en matière de CC et pour influencer les allocations futures de ressources pour l’adaptation**

Trois indicateurs retenus :

* OSC locales impliquées dans le plaidoyer ABC
* Autorités locales cibles disposant de procédures participatives en matière de planification
* OSC locales et plaidoyer pour le droit des populations vulnérables, aux ressources d’existence nécessaires à l’adaptation

Les quatre OSC locales partenaires de ALP (AGIR, ANDDH, AREN, HIMMA) sont davantage impliquées dans la mise en œuvre des actions ABC décrites si-dessus que dans le plaidoyer. Cependant, les actions de HIMMA peuvent être inscrites dans la recherche d’une autonomisation des femmes.

AREN a développé des structures locales membres et est impliqué aux niveaux local et national dans des actions de plaidoyer pour le respect des droits des pasteurs. Quelques acteurs locaux sont engagés pour la cause pastorale en proie à de nombreuses agressions territoriales (ouvertures de champs dans la Tarka…) : AREN, AGIR et ANDDH font partie de ReLACC.

ReLACC est un réseau local de sept OSC, récemment constitué et qui a bénéficié à travers ALP de renforcement de capacité en plaidoyer. ReLACC, appuyé par ALP, s’engage dans le plaidoyer pour la sauvegarde de la vallée de la Tarka, sur la question des conflits agro pastoraux et sur l’intégration des PACA dans les plans de développement communal (PDC) qui doivent être révisés. .

ReLACC qui compte ces sept OSC dans le domaine du CC représentant le niveau départemental et régional, peut conduire vers un ancrage avec les OSC du niveau national et une plus grande visibilité des plaidoyers, ce à quoi ALP travaille avec le soutien du conseiller en plaidoyer au niveau national.

Autorités locales cibles disposant de procédures participatives en matière de planification :

Les Plans de développement communal des quatre communes n’ont pas encore pris en compte les PACA dans leur révision. Le cas de la commune de Roumbou montre qu’il est difficile d’assurer cette intégration lorsque les autorités locales et les divers autres intervenants ne manifestent pas une volonté de collaboration.

En revanche, les autres communes ont fortement exprimé le besoin de disposer de davantage de PACA (avoir une masse critique de PACA au sein de la commune). Les PACA sont intégrés comme étant des actions entreprises par la commune – qui a connaissance du contenu et des couts des PACA. Leur forte appropriation par les communautés a été soulignée à plusieurs reprises, tant par les Chefs de canton que par les maires : qui reconnaissent ce fait comme un changement significatif : *«C’est leur plan, leurs stratégies, c’est eux qui ont décidé ».*

L’appropriation des SCAP/RU par les communautés permet leur ancrage au niveau des communes avec l’émergence des Observatoires du suivi de la vulnérabilité (OSV) qui se situent au niveau du consiel communal. Un OSV a été installé au niveau de la commune de Goula, un autre est prévu. L’OSV est mis en place par le Comité sous-régional de prévention et de gestion des crises (CSR/PGCA), qui informe le dispositif national. Il est donc intégré dans les mécanismes de gouvernement local - encore faibles au niveau du département de Dakoro ; et il est à noter que la décentralisation effective est très récente au Niger (2002) et que la plupart des communes ne disposent pas encore de services techniques (agriculture, élevage, santé, éducation..)

Un Plan d’urgence communal (PUC) a été élaboré à Goula, avec l’appui d’une expertise extérieure, à l’initiative de ALP. Très important en termes de réplicabilité, un guide d’élaboration des PUC a été produit. Ce processus est en cours de validation par le dispositif national de PGCA ; ALP a aussi prévu sa mise en place dans les autres communes

**Limites :** S’il y a un réel engouement au niveau local pour le processus des PACA et leur intégration dans les PDC, le coût de la réalisation d’autres PACA « non ALP », en absence de ressources techniques communales, se pose.

La durabilité de l’approche s’inscrit dans l’adoption des outils mis à disposition des communes et communautés (PACA, Plan d’urgence communal), mais aussi dans la reconnaissance de nouveaux espaces (SCAP/RU, OVS) et la prise en compte au niveau des institutions étatiques des informations livrées (relevé pluviométrique, informations des SCAP). Mais le manque d’un appui global en moyens adéquats au niveau des gouvernements locaux peut réduire cet effort (déprédateurs des cultures, absence de réponses aux SCAP et aux urgences…)

**3.3 Résultat 3 : Les modèles de ABC sont évalués et affinés pour faire des recommandations visant à améliorer les politiques et les pratiques du gouvernement et des autres organisations de développement**

Trois indicateurs

* Rencontres de réflexion et d’apprentissage
* Méthodes innovatrices
* Publications

Les réunions trimestrielles tenues dans les communes ont été saluées comme un cadre de partage novateur et transparent très apprécié notamment au niveau communal, notamment au niveau de la transparence budgétaire promue par ALP.

Egalement signalées comme positives, la participation au cadre de concertation des acteurs (annuel) et les réunions de planification annuelle

L’appui au comité sous-régional pour le suivi de la vulnérabilité assure le lien entre le Gouvernement (autorités locales, régionales et nationales) et les OSC)/

La mise en œuvre de ces stratégies a été accompagnée par un renforcement de capacités apprécié des bénéficiaires.

ALP Niger a fourni un grand travail d’adaptation des outils ABC au contexte du Niger et de CARE Niger en phase avec le Plan Stratégique pluriannuel de CARE Niger , tout particulièrement dans le domaine Gestion des ressources naturelles, Adaptation aux changements climatiques et prévention des conflits ruraux (GRN/ACC/PRC)

ALP privilégie un PROCESSUS global d’apprentissage et de capitalisation basé sur la mise en œuvre de stratégies novatrices combinant des activités « porte d’entrée » devant mener à plus de résilience et des activités sur le long terme comme le renforcement des capacités des acteurs (transversalement)

La participation effective des communautés à la base à l’identification des stratégies et au choix des activités est saluée aux niveaux locaux comme une innovation : accès informé à la décision, appropriation renforcée.

Les bonnes pratiques issues de ces stratégies commencent à émerger (PACA, SCAP/RU…): il s’agit là encore d’un PROCESSUS qui demande du temps et ne doit pas être bousculé pour les besoins du rapportage

Le plaidoyer doit se bâtir sur des évidences construites et constatables à travers les diverses stratégies mises en œuvre par différents acteurs et participants de ALP : les changements dans les pratiques et politiques commencent à émerger au niveau local (communes), pas encore au niveau national

Si le système de S&E a développé des outils innovants, et de qualité (cf. le rapport SSI 2012) le système de rapportage de ALP (niveau programme) apparaît contraignant de par sa fréquence (trimestriel, semestriel, annuel) , et la complexité des items à renseigner alors que dans une démarche processus et d’apprentissage, certains changements ne peuvent se mesurer significativement qu’à des échelles de temps plus élevées

Publications : on constate une abondante production de documents, certains innovants comme les photos stories à base d’expériences communautaires, en langue locale, parfois un peu trop axées sur les réussites. Néanmoins, ALP Niger est confronté (c’est aussi le cas du Mozambique) au problème de langue et de partage des publications au sein de ALP et de CARE International, où la majorité des publications, outils, supports sont développés en Anglais, et pas toujours traduits… dans l’autre sens, la question de la qualité « publiable » et de la traduction se pose pour les documents produits par ALP.

La collaboration avec les radios locales et nationale s’effectue surtout à travers la transmission des données pluviométriques. Des débats ont été organisés : ce mode de communication devrait se développer davantage, a fortiori compte tenu du nombre important d’analphabètes dans les communautés.

**3.4 Résultat 4 : Les approches ABC sont promues pour influencer les politiques et programmes des gouvernements et des organisations régionales et internationales**

* Projets ABC informent les priorités dans les plans d’adaptation aux niveaux local et national
* Partenaires nationaux ALP impliqués dans les réseaux régionaux/ internationaux de plaidoyer ABC
* Produits des projets ABC utilisés dans les initiatives de plaidoyer ABC

Une innovation forte et très appréciée au niveau local : les PACA, objet d’une appropriation communautaire via le processus d’élaboration, et de la disponibilité synthèse graphique lisible au niveau de la communauté. L’intégration des PACA encore faible dans les PDC en cours, en raison de la lourdeur de la procédure de révision des PDC et aussi des situations de réceptivité différentes selon les communes (Goula, Azagor, vs Tagriss et surtout Roumbou…) ; mais on voit des avancées significatives notamment dans les demandes à ALP émanant du niveau communal : de fortes opportunités.

Au niveau national et international :

ALP Niger a adopté une stratégie de mise en contact du réseau national avec les réseaux régionaux, mais tout est à construire en matière de réseau de plaidoyer pour le changement climatique et l’adaptation au niveau de la société civile nigérienne. La priorité a été donné à la représentation de la SC nigérienne aux grands événements internationaux : Durban, Cancun, Copenhague…

Dans le vide actuel, une exception notoire : le réseau des jeunes AYICC, appuyé par ALP et Southern Voices (financé par DANIDA), qui a acquis une visibilité nationale et internationale en matière de CC, en s’illustrant dans la dénonciation de la dette climatique contractée de fait par le Niger à travers la partie remboursable du PPCR.

ALP, à travers son conseiller en plaidoyer basé à Niamey, œuvre au renforcement du CNCOD (représentant les associations de la société civile) au sein du CNEDD , mécanisme national pour les politiques de changement climatique.

L’environnement actuel de la politique nationale nigéreinne en matière d’adaptation au changement climatique ne paraît pas très favorable à l’adoption de l’ABC. ALP œuvre donc sagement au renforcement des capacités des acteurs étatiques ou non, (ateliers, formations), fait appel à l’intervention du CNEDD, s’intéresse au chantier du PPCR, à la révision de la politique, cherche à mettre à profit les ouvertures dans un contexte difficile. une réactualisation de l’analyse des politiques à conduire, car contexte en pleine évolution…

La méthodologie pour le plaidoyer reste – à bon droit - empirique et prudente : il s’agit d’abord se faire accepter des acteurs étatiques et pousser ledialogue Etat -OSC ALP accompagne les stratégies de la SC /et des acteurs non étatiques (ANE) dans les jeux de pouvoir/contrepouvoir avec les acteurs étatiques (AE) : cas du CNCOD, soutien à AYICC, JVE ; accès à la décision en CC. Un travail très intéressant est mené avec la CONGAFEN, la puissante confédération des associations féminines du Niger, en matière de formation à ABC.

Le problème majeur auquel ALP Niger est confronté est que si la voix de la SC nigérienne urbaine commence à se faire entendre et à se structurer, celles de la SC rurale et pastorale sont toujours inaudibles (cf. non respect de la loi pastorale dans la Tarka) : il y a là un fossé à combler pour ALP ; en créant des ponts entre les niveaux national et local. Le travail de plaidoyer doit se faire aussi à travers le renforcement des réseaux locaux (comme ReLACC) notamment avec la mise en synergie des réseaux urbains et locaux.

* 1. **Résultat 5 : Promotion de l’ABC auprès des Gouvernements et des ONG dans les 4 pays et à travers l’Afrique pour encourager son adoption à grande échelle**

Indicateurs :

* Résultats du programme promus à travers réseaux d’apprentissage
* Autres organisations dans les 4 pays adoptant l’approche ABC
* Autres organisations adoptant l’approche ABC dans d’autres pays

Au Niger : ALP a mené une analyse institutionnelle en 2010 etune analyse OACAT auprès de ses partenaires en 2012.

Des formations à ABC ont été données à d’autres projets ou programmes de CARE comme GWI, IFETE, PARDESA, et à des partenaires reconnus au niveau national tels que AGRHYMET, CESAO, Université de Niamey, et CONGAFEM …

Au niveau international : ALP Niger a donné des formations ou des communications au Mali (GWI) ; en France (IRAM, Gender net) ; et au niveau mondial à Hanoï (avec IIED)

Néanmoins, ce résultat est encore peu avancé pour ALP Niger, pour les raisons suivantes :

* L’adoption des pratiques ABC doit tenir du compte du contexte du Niger, de la situation de post crises (2005, 2009, 2011) et de réponses aux urgences… qui sont des priorités nationales, avec un fort impact politique.
* Montée de l’adoption de ABC est bien plus visible au niveau local : des dynamiques communales sont enclenchées (Azagor, Goula) ; des partenaires sont engagés : AREN, RELACC – mais il reste beaucoup à faire au niveau national.

**3.6** **Par rapport au But du programme : « Renforcer la capacité des ménages vulnérables en Afrique sub-saharienne à s’adapter à la variabilité et au changement climatique**

ALP Niger s’est fortement engagé dans la mise en œuvre la diffusion et l’adoption de l’ABC dans la zone très vulnérable du département de Dakoro. Des éléments d’évidence de renforcement des capacités des ménages vulnérables émergent, notamment au niveau communautaire et local, après une nécessaire phase de « causeries » et de mise en place avec les divers partenaires. L’objectif quantitatif pour les quatre pays semble cependant ambitieux.

Dans le perçu au niveau local, on est passé du Projet *« Hira* » (causerie) au projet *« Chanji ya na hi »* (changement climatique): c’est un symbole significatif de l’appropriation de l’importance du CC dans l’adoption des stratégies et la planification

L’influence sur les politiques au niveau national ne peut encore être mesuré : mais l’approche processus, en soutien aux OSC nationales et locales, est une stratégie sage et porteuse dans le contexte nigérien actuel : il existe des opportunités pour le second terme de ALP.

**3.7 Synthèse des changements observés**

1. Différence faite par ALP dans la capacité des communes et communautés à planifier et à s’adapter au Changement Climatique : oui, significative (cf. R1 et R2) : les PACA, les PUC, les SCAP/RU…
2. Engagement et influence de ALP dans les processus politiques : oui, en cours, approche processus pertinente avec la SC et l’Etat à différents niveaux: laisser le temps au temps
3. Contribution de ALP au discours sur ABC aux niveaux mondial, Africain et national : émergente pour le Niger, avec la visibilité de ALP Niger à travers la société civile dans la délégation du Niger aux fora internationaux

Mais il est sans doute ambitieux, dans le contexte nigérien actuel, de voir d’ici fin 2014, grâce à ALP, l’intégration de ABC dans les politiques, plans et stratégies nationales du Niger.

En revanche une dynamique d’information et de sensibilisation à ABC s’instaure dans les échanges entre acteurs étatiques et non étatiques : l’appui à une société civile informée et organisée pour faire entendre sa voix (plate-forme…) et à des acteurs étatiques informés en ACC / ABC et ouverts au dialogue peut faire avancer les choses

Synthèse des changements dans les 5 domaines  de changement définis par CVCA :

D1 : Moyens de subsistance résilients : en cours, mais la situation de réhabilitation, voire d’urgence, d’endettement, de pression démographique fragilisent la résilience des systèmes de production et d’adaptation

D2 : DRR : des avancées significatives (SCAP/RU, OSV, PUC, RNA, agro-météorologie) mais nécessité de plaidoyer pour assurer la prise en charge par l’état des réponses aux problèmes exprimés

D 3 : Renforcement des capacités : des changements significatifs, notamment en connaissance du CC et intégration dans les stratégies et la planification locale (PACA). L’ensemble de familles d’acteurs a été touché, ce qui fait qu’un effet de levier est attendu à moyen terme

D4 : Attaquer les causes profondes de la vulnérabilité : en cours, mais : l’endettement paysan récurrent, l’accès inéquitable aux ressources naturelles et au capital, les inéquités de genre, croissance démographique, analphabétisme, l’exclusion sociale des plus vulnérables exigent des actions de long terme et la mobilisation autres que ceux de ALP.

D5 : Dynamiques de genre : l’approche a été intégrée dans la démarche ABC, dans les pratiques et dans le suivi et on constate une participation effective des femmes aux activités, à la planification locale, aux formations…Au niveau communautaire, des perceptions en cours d’évolution du rôle des femmes dans la résilience à CC, avec implication et innovations (cas d’ Azagor…) montrent des dynamiques positives. Mais beaucoup reste à faire pour aller plus en profondeur et répondre aux défis de la vulnérabilité différentielle (cf. IFETE & propositions) ;

D 6 Apprentissage : beaucoup a été fait (outils, méthodologies, formations, échanges, visites, colloques, etc.), mais les effets de la stratégie d’apprentissage sont diversement appropriés et mis en œuvre. La langue dominante de ALP (anglais) constitue souvent une barrière pour le Niger. Il reste à identifier, documenter et capitaliser les bonnes pratiques émergentes pour nourrir les plaidoyers à travers les OSC

**4 Recommandations pour le second terme de ALP Niger**

Les propositions qui suivent émanent des échanges que les consultantes ont eu avec leurs interlocuteurs à différents niveaux : communautés, communes, chefs traditionnels, OSC locales et nationales, équipe ALP (collectif et individuel) coordinatrice ALP, CARE International au Niger (Maradi, Niamey), autres intervenants, interlocuteurs étatiques et non étatiques au niveau national.

Elles ont été examinées, validées et soutenues par les participants à la restitution à Dakoro le 14 septembre, puis au niveau de CARE I à Niamey.

Ces propositions ne concernent pas le programme ALP seulement, qui n’a ni le mandat ni les moyens de tout mettre en oeuvre. Elles s’adressent aussi aux partenaires du programme (comme AREN et ReLACC qui ont décidé de collaborer immédiatement sur un thème de plaidoyer concernant la vallée de la Tarka), à d’autres projets et intervenants dans la zone, aux gouvernements locaux. Communes et communautés peuvent soumettre les recommandations qui les concernent à d’autres sources de financement, et influer sur l’utilisation des fonds.

**4.1 Centrer les activités de plaidoyer ABC autour du thème fédérateur de la gestion durable et équitable de la Vallée de la Tarka**

La bonne gouvernance des ressources naturelles de la vallée de la Tarka est au cœur de la résilience des systèmes de vie des ménages vulnérables qui vivent de façon permanente ou temporaire dans la vallée ou à ses marges : fermiers, agro-pasteurs sédentaires, pasteurs mobiles transhumant au nord et au sud de la vallée. Cette zone est menacée à la fois par le changement climatique, la pression démographique, le front agricole qui remonte vers le nord au mépris de la loi pastorale, et l’insécurité. ALP peut renforcer les actions de plaidoyer en faveur de la préservation de la vallée de la Tarka. Les actions, en partenariat avec d’autres intervenants et les communes et communautés concerneraient :

* Le renforcement des actions déjà en cours pour la protection des ressources naturelles : Régénération naturelle assistée, pare-feux, plantations, réensemencement aires pastorales… (…) actions intégrées dans la planification communautaire et communale.
* Protéger la vocation pastorale de la vallée: travail de Recherche Action à accompagner sur les systèmes de vie dans la vallée (lien avec les autres observatoires tels ceux du CNESS) ; relance des activités élevage avec hommes, femmes, transhumants et les OSC pastorales
* Plaidoyer (avec ReLACC) : connaissance et application de la nouvelle loi pastorale (adoptée en 2010), lutte contre les ouvertures abusives de champs, mitigation des conflits. ALP peut (sans engager de grands moyens supplémentaires) mettre en contact les jeunes de la société civile urbaine engagée dans les réponses au changement climatique et les jeunes locaux. Il s’agit là aussi de contribuer à combler le vide engtre le niveau local et le niveau national.

**4.2 Renforcer la Planification locale**

* Les PACA sont un succès, mais ils restent limités aux communautés appuyées par ALP: à la demande des communes, et des communautés voisines (effet de grappe) ALP pourrait s’engager davantage, avec d’autres partenaires, dans le suivi, la multiplication (obtention d’une masse critique de communautés avec PACA),pour leur intégration dans les PDC
* PDC « acclimatés » : mettre à profit la circulaire de 2011 visant à la révision des PDC pour intégrer le changement climatique, et en faire une action pilote à mener dans une ou deux communes (élaborer)
* A travers les moniteurs communautaires et les partenaires, appuyer l’expression des voix des vulnérables, sous-représentés ou « exclus » comme les femmes, les transhumants, les plus pauvres…
* Améliorer la prise en compte des informations que font remonter les SCAP/RU, et la qualité des réponses et du retour d’informations

**4.3 Lier la recherche scientifique et la recherche action**

ALP a introduit avec succès dans le cadre des actions à retour rapide des innovations technologiques. Mais le fossé entre le monde paysan et celui de la recherche scientifique perdure. ALP pourrait, sans mobiliser de grands moyens, contribuer à rapprocher ces deux mondes dans les domaines suivants :

* Semences améliorées, multiplication des semences et techniques culturales adaptées au changement climatique : impliquer IRAN (notamment le centre de Maradi) et autres instituts de recherche agronomique. ALP Ghana est intéressé par le mil précoce : des échanges pourraient s’établir.
* RNA, plantations : renforcer le lien avec les paysans et les chercheurs dans le sud Maradi (nouvelles espèces adaptées, plantes fourragères, etc.)
* Traitements chimiques et surtout biologiques : (bracons…) à poursuivre avec IRAN et autres instituts. Voir aussi avec ALP Ghana la vulgarisation de techniques comme le semis direct…
* Améliorer les prévisions météorologiques, la qualité des données et la circulation des informations utiles et accessibles pour les paysans et les éleveurs (via les radios, les téléphones cellulaires, etc.). ce travail pourrait se faire en liaison avec un projet de la Danida avec AGRHYMET, qui agit dans le même esprit

**4.4 Lutter contre les causes profondes de la vulnérabilité**

Un faisceau de facteurs négatifs contribue à miner la résilience des systèmes de vie paysans, qui ne sont pas toujours directement pris en compte dans les actions ABC, y compris parce que certaines relèvent du non dit, voire de la honte à en parler en public.

* Prise en compte de l’endettement paysan, et des réponses possibles pour casser ce cycle, comme le warrantage des récoltes, les banques céréalières, les stocks de grains communaux (en liaison avec l’OSV). CARE I Niger a développé une large expérience en la matière, et notamment des Banques céréalières féminines bénéficiaires (voir MMD, IFETE…)
* Appui à l’élevage et au pastoralisme : Banque aliments bétail, intrants élevage, fourrage… l’élevage apparaissant comme une stratégie de plus en plus fiable face aux aléas de la production céréalière, et en synergie avec la vocation pastorale de la Tarka
* Sécurité alimentaire et croissance démographique : l’espacement des naissances est une forte demande des femmes confrontées à une insécurité alimentaire croissante au niveau des familles, à une très forte natalité (près de huit enfants par femme en moyenne au Niger), alors qu’elles doivent de plus en plus assurer seules la nourriture de la famille en période de soudure (départ des hommes en migration saisonnière, greniers familiaux fermés). Il y aurait là une recherche-action à conduire notamment avec les femmes et les jeunes, et avec des projets de CARE comme IFETE, et MMD.
* Enfin, ALP devrait établir des liens avec les autres systèmes d’observation de la vulnérabilité au Nigeret au Sahel : ROSELT, AGHRYMET, autres…

**4.5 Appuyer les dynamiques de genre porteuses de résilience**

Dans la ligne des recommandations qui précèdent, (et notamment 4.4) ALP Niger pourrait s’attacher, durant le second terme, à documenter la vulnérabilité différentielle des hommes et des femmes, par systèmes de vie et de production, niveaux de vulnérabilité, classes d’âge, ethnicité (…) et observer l’évolution des dynamiques de genre dans les communautés, les communes, les organisations partenaires… ALP Niger ne dispose pas encore de ressources humaines et d’expertise en genre : il pourrait s’attacher les services d’une expertise externe (chercheur/se, niveau universitaire…) sur la base d’un appui « processus » , à des périodes données, mais pour toute la durée du second terme afin d’assurer la continuité de l’apprentissage. Les points d’entrée pourraient être :

* Les réponses dans les secteurs prioritaires (comme sécurité alimentaire…)
* AGR porteuses et innovantes (cf. Azagor)
* Les jeunes couples, les jeunes hommes et la migration
* La construction (upstream!) d’une stratégie d’appui à la résilience en fonction des vulnérabilités différentielles (genre, génération, ethnies, systèmes de production, agro-écologiques, etc.), avec des indicateurs locaux et un suivi local avec des femmes et des hommes
	1. **Alphabétisation pour le renforcement des capacités**

La question récurrente de l’alphabétisation en milieu rural revient avec acuité, comme facteur d’exclusion, frappant plus particulièrement les femmes. Les nouvelles technologies de la communication (comme les téléphones cellulaires) créent de nouveaux besoins (écrire des textos, gérer un répertoire, faire des transferts d’argent, accéder à des informations comme les coûts du marché). L’analphabétisme est une barrière pour les vulnérables, il affaiblit les SCAP/RU (transmission des données, restitution des informations)

ALP, à travers ses partenaires, pourrait soutenir des actions dans ce sens : Nouvelles méthodes d’alphabétisation , travail sur les nouveaux modes de communication (téléphones cellulaires, cf. les initiatives du projet IFETE)

* 1. **Energies renouvelables**

Il s’agit d’une demande des femmes en matière de foyers méliorés, et elle est cohérente avec les actions de DRR menées avec ALP, comme les plantations et la protection des espaces boisés. Il ya quelque 30 ans, le Sahel a cumulé une forte expérience en matière de foyers améliorés et puis plus rien ou presque.

Le Niger, avec l’institut ONERSOL, faisait figure de pionnier en matière d’énergie solaire, dans un pays où cette ressource semble surabondante. Là encore, ALP ne peut tout faire, mais peut faciliter les contacts :

* Recherche Action et Energies Renouvables : le solaire (cf. la demande de la commune de Goula)
* Recharge des téléphones cellulaires (AGR pour les femmes ou les jeunes)
* Foyers améliorés : tout un champ à ré / explorer en RA : préférences et adaptation aux besoins des femmes
* Un plaidoyer à mener au niveau national (car le Niger dispose de charbon et tout récemment de pétrole, et certains décideurs ne voient pas la pertinence du solaire …

**4.9 Partenariat**

La question du partenariat se pose à un niveau général pour le progrramme ALP. Pour ALP Niger, qui travaille étroitement avec quatre partenaires locaux impliqués dans la mise en oeuvre des actions, et avec bien d’autres partenaires au niveau local et national, une réflexion sur le partenariat s’impose. La MTR a pu entendre des doléances de part et d’autre, mais voir aussi des opportunités pour un partenariat plus efficace. La MTR recommande en préalable qu’une réflexion paritaire ALP-partenaires soit conduite sur les questions suivantes :

* Quel partenariat voulons-nous pour le second terme ? Comment améliorer l’existant (élaborer) -
* Mettre en relation la Société Civile urbaine et la Société Civile rurale et locale pour le plaidoyer ABC (vallée de la tarka par exemple)
* Aider à mettre en place une Plate forme pour le plaidoyer en adaptation au changement climatique: où, qui, quoi … , quelles relations avec les acteurs étatiques impliqués dans le CNEDD, le PPCR, l’ambitieuse initiative i3N, Projet Femmes Foncier et Agriculture financé par le NEPAD, etc.

**4.10 Relations entre ALP et CARE I Niger**

ALP est un programme régional Afrique, intervenant dans quatre pays, et dont le PCT est basé à Nairobi, auquel ALP Niger rend compte. ALP est exécuté au Niger à travers CARE International. La MTR n’a pas noté au Niger certaines tensions entre ALP et le bureau pays de CARE qui ont été observées ailleurs.

On peut souligner la cohérence de ALP avec le Programme Stratégique pluriannuel 2015 de CARE Niger, notamment dans sa contribution au domaine de changement GRN/ACC/PRC. On peut cependant recommander :

* Améliorer les contributions et les complémentarités en particulier : domaine LEFF (empowerment des femmes et des filles) : vulnérabilité différentielle, CBA et résilience
* Synergies à renforcer dans les domaines SAN, ACC et LEFF, en exploitant les opportunités importantes en région de Maradi avec IFETE et MMD.
* Pastoralisme & ABC : collaboration à renforcer avec le programme PROGRES de CARE Danemark, à Dakoro et en région de Diffa ;